

POINT CONJONCTUREL

Premier semestre 1993

Rédaction achevée le 7 Mai 1993

Au premier semestre de 1993, le produit intérieur brut marchand régresserait d'environ trois-quart de point. L'acquis de croissance se situerait autour de - 1 % fin juin 1993.

Après avoir perdu le soutien des exportations, la croissance française ne reposait plus, fin 1992, que sur la consommation des ménages. Au début de 1993, cette dernière fléchit à son tour. Parallèlement, l'investissement continue à diminuer et les perspectives de croissance en Europe continentale ne laissent pas espérer une

reprise à court terme de nos exportations. Le recul de l'activité, amorcé fin 1992, se poursuit donc en début d'année et les dernières informations disponibles ne permettent pas d'envisager un redressement sur la fin du premier semestre.

Dans ces conditions, l'emploi continue à se dégrader et le taux de chômage croîtrait d'environ trois-quart de point sur le premier semestre.

AVERTISSEMENT :

Le point conjoncturel a été achevé le 7 Mai. Il ne prend pas en compte les effets éventuels sur le premier semestre des mesures annoncées postérieurement.

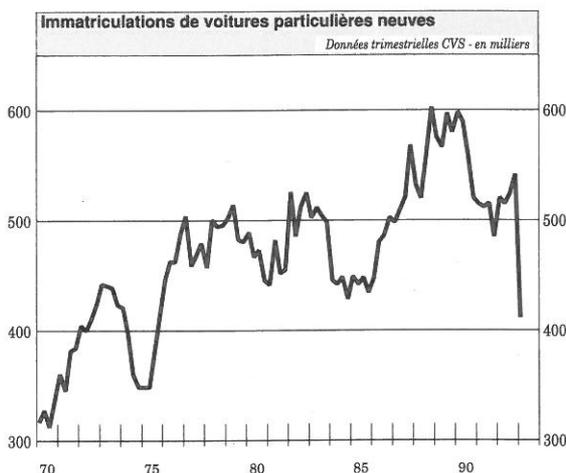
L'Insee ne publiera une estimation des comptes du premier trimestre qu'au moment de la sortie de la note de juillet 1993.

Ce retard est imputable à la mise en place du nouveau dispositif de statistiques du commerce extérieur (INTRASTAT).

La France en récession

La demande intérieure s'affaiblit depuis l'automne dernier. Aucun signe de reprise de l'investissement n'apparaît au début de 1993 et les ménages limitent leurs dépenses, comme le montre la baisse des achats de produits manufacturés.

❶ Le recul observé début 1993 semble aller au-delà d'une simple correction à la baisse après la hausse de la fin de l'année 1992.



La consommation des ménages ne soutient plus la croissance au premier semestre

Après le ralentissement observé en 1991 (+ 1,4 % après + 2,9 % en 1990), la consommation des ménages avait légèrement accéléré en 1992 (+ 1,7 %). Ce redressement, concentré sur le second semestre, ne se confirmerait pas début 1993 : la consommation stagnerait, une baisse au premier trimestre étant suivie d'une hausse d'ampleur comparable au second.

Les enquêtes de conjoncture auprès des ménages témoignent d'une inquiétude croissante concernant l'emploi et d'une volonté accrue d'épargner. Le taux d'épargne progresserait donc légèrement pour retrouver en milieu d'année son niveau moyen de 1992. En outre, le pouvoir d'achat serait affecté à la fois par le ralentissement de la masse salariale et par la légère accélération - en partie saisonnière - des prix.

Les achats d'automobiles reculent fortement alors que les autres composantes de la consommation sont peu dynamiques

La baisse de la consommation en début d'année est liée à

l'effondrement des achats d'automobiles. Celui-ci fait suite à une progression au quatrième trimestre de 1992 (+ 3,3 % par rapport au troisième trimestre) en raison de l'aide fiscale réduisant pendant 3 mois le prix des véhicules équipés de pot catalytique. Mais le recul (- 24,0 % au premier trimestre) paraît aller au-delà d'une simple correction à la baisse❶. Les enquêtes de conjoncture auprès des ménages mettent en évidence la liaison entre la forte montée de l'inquiétude, à la fin de 1992, et la chute des intentions d'achat de véhicules automobiles. On avait pu observer un phénomène analogue lors des précédents ralentissements de l'économie française. Ce repli des immatriculations n'est pas spécifique à la France : il est observé dans les autres pays européens, à l'exception du Royaume-Uni. Le deuxième trimestre devrait connaître un redressement limité des achats avec la commercialisation progressive des nouveaux modèles.

Les autres composantes de la consommation sont atones.

Hors automobiles, la consommation de produits manufacturés ne croîtrait que faiblement. Par rapport au quatrième trimestre de 1992, les achats de gros équipement ménager sont restés stables au premier trimestre (+ 0,2 %). Ceux de textile-habillement se sont légèrement redressés (+ 0,8 %) en raison des soldes du mois de janvier. La dernière enquête bimestrielle dans le commerce de détail, effectuée en mars, n'indique aucune inflexion significative.

Les achats de produits alimentaires resteraient stables. Après une forte augmentation en fin d'année 1992, la consommation de services ralentirait nettement au premier semestre : les dépenses de transports et d'hôtel-café-restaurant seraient en particulier mal orientées en début d'année.

L'inflation reste maîtrisée ⁽¹⁾

Au cours des six premiers mois de l'année 1993, c'est-à-dire entre décembre 1992 et juin 1993, la hausse des prix serait de 1,9 %. Comparé à celui du second semestre de 1992 (0,5 %), ce chiffre peut sembler indiquer une certaine reprise de l'inflation. Tel n'est pourtant pas le cas : l'accélération apparente des prix tient pour l'essentiel à des facteurs exceptionnels et saisonniers.

A la différence de l'ancien indice, le nouvel indice des prix, on le sait, ne lisse pas les mouvements saisonniers sur les prix des produits frais mais les prend en compte au mois le mois. Sans qu'il soit encore possible, faute d'un recul suffisant, d'évaluer rigoureusement l'impact de cette saisonnalité, il est vraisemblable qu'au delà des aléas climatiques, elle affecte en hausse l'évolution de l'indice sur le premier semestre (et, par conséquent, en baisse sur le second). ⁽²⁾

Afin de réduire l'impact de cette probable saisonnalité sur le jugement à porter sur l'évolution actuelle des prix, il est donc approprié de rapprocher la prévision de hausse de l'indice d'ensemble sur le premier semestre de 1993 (1,9 %) de la hausse observée au premier semestre de 1992 (1,4 %). L'écart d'un demi-point s'explique clairement par des facteurs exceptionnels, qui ont allégé l'indice au premier semestre de 1992 et qui le chargent au premier semestre de 1993.

On se rappelle, en effet, qu'est intervenue en avril 1992 la suppression du taux majoré de TVA. L'impact de cette mesure est évalué à - 0,5 point sur la hausse des prix des produits manufacturés, soit à environ - 0,2 point sur l'indice d'ensemble. En sens inverse, le premier

semestre de 1993 connaît une forte hausse du prix du tabac (de 12,1 % en janvier, et de 12 % attendue en mai), dont l'impact sur l'indice d'ensemble est de près de 0,4 point, alors que le premier semestre de 1992 n'avait connu qu'une hausse de 10 % du prix du tabac.

L'ensemble de ces facteurs exceptionnels explique donc largement l'écart entre la hausse de l'indice des prix au premier semestre de 1992 et au premier semestre de 1993.

Au total, même si le nouvel indice traduit bien une hausse instantanément plus forte des prix au premier semestre de 1993, cette accélération apparente devrait s'inverser au second semestre, et ne traduit donc aucunement une reprise de l'inflation. En témoigne d'ailleurs la décélération progressive des services du secteur privé (composante qui contribue traditionnellement le plus à la hausse des prix), dont l'évolution se modère très progressivement depuis l'automne.

Avec la hausse des prix prévue ici pour le premier semestre de 1993, le taux d'inflation, en glissement sur 12 mois, serait en juin prochain de 2,4 % (après avoir été de 1,9 % en décembre 1992 et de 2,6 % en juin 1992).

Après une hausse au quatrième trimestre, le pouvoir d'achat des ménages baisserait en ce début d'année

Subissant le ralentissement des salaires, la baisse des effectifs, le ressaut des prélèvements fiscaux - faisant suite, il est vrai, à la baisse du quatrième trimestre de 1992 -, et la baisse de l'activité des entrepreneurs individuels, le revenu disponible brut des ménages ralentirait

au premier semestre de 1993 au cours duquel il ne croîtrait que d'environ 1 % en glissement semestriel. Après sa hausse sensible au quatrième trimestre de 1992 (+ 1,3 %), le pouvoir d'achat des ménages baisserait donc au premier semestre de 1993, l'évolution des prix étant plus forte que celle du RDB, en particulier à cause des effets saisonniers.

L'inflexion des salaires interviendrait au premier trimestre, leur croissance se poursuivant ensuite à un rythme ralenti. La hausse au 1er février dans la fonction publique (1,8 %) n'a vraisemblablement pas compensé une forte décélération de la masse salariale dans le secteur privé, conséquence de la dégradation des effectifs. En revanche, les revalorisations des prestations familiales (+ 2 % au 1er janvier 1993) et d'assurance vieillesse (+ 1,3 % au 1er janvier 1993) alliées à l'augmentation du nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage entraînent une accélération marquée des prestations sociales au premier trimestre. Elles croîtraient au premier semestre à un rythme voisin de celui du second semestre de 1992 (+ 3,2 % en glissement).

L'investissement continuerait à diminuer

A l'exception des taux d'intérêt, les déterminants traditionnels de l'investissement sont actuellement mal orientés. Le pessimisme des chefs d'entreprise quant à l'évo-

(1) Toutes les évaluations de hausses de prix données ici concernent le nouvel indice de prix (dit des 265 postes) qui s'est substitué à l'ancien (dit des 296 postes) depuis janvier 1993. Pour les années 1991 et 1992, il s'agit donc de réévaluations de ce nouvel indice, qui peuvent différer légèrement des chiffres de l'ancien indice publié alors (cf Bulletin Mensuel de Statistiques, février 1993).

(2) Ainsi, l'évolution des prix des légumes et fruits frais (qui interviennent pour 2 % dans l'indice) a été la suivante depuis le début de 1991 : 1er sem. 91 : 18,5 % 2ème sem. 91 : - 8,4 % 1er sem. 92 : 1,6 % 2ème sem. 92 : - 14,5 %

lution de la demande les a conduits tout au long du second semestre de 1992 et jusqu'en avril 1993 à réviser à la baisse leurs projets d'investissements pour l'année 1993. Les capacités de production sont toujours sous-utilisées et jugées largement excédentaires : c'est ce qui détermine essentiellement l'attentisme des grandes entreprises. De plus, la rentabilité des nouveaux équipements reste affectée par le niveau des taux longs qui, bien qu'orienté à la baisse, est encore élevé. Les petites et moyennes entreprises sont sans doute plus sensibles à des contraintes de trésorerie. Leur situation est en effet nettement moins favorable à cet égard, à cause du niveau des taux courts, de l'accroissement des délais de paiement, et d'une certaine sélectivité des banques quant à l'attribution de crédits de trésorerie. Les PME devraient donc être particulièrement sensibles à la baisse des taux, surtout si l'obtention de ces crédits devient plus facile. Sous ces hypothèses, les dépenses d'investissement resteraient plutôt constituées par des dépenses de modernisation et de productivité. Cependant, la conjonction d'une inflation faible et d'une concurrence accrue, alliée à une demande atone et malgré un ralentissement des coûts salariaux, ne permettrait pas aux entreprises de reconsti-

tuer leurs marges dans l'immédiat.

Selon la dernière enquête sur les investissements réalisée en avril, les projets sont révisés à la baisse dans certains secteurs. Dans l'industrie concurrentielle, les investissements continueraient ainsi à chuter en 1993 (- 9 % en valeur, - 11 % en volume). Cette chute affecte également les services et le commerce : les surfaces de bureau autorisées diminuent et les perspectives de ventes de biens d'équipement professionnel sont jugées médiocres dans le commerce de gros. Seul, l'investissement des Grandes Entreprises Nationales serait orienté à la hausse.

L'excédent du solde commercial FAB-FAB se tasserait légèrement au premier semestre

La mise en place récente du dispositif INTRASTAT impose une certaine prudence dans l'utilisation des statistiques du commerce extérieur (seul le mois de janvier est connu en valeur), et rend plus délicates les prévisions concernant les flux d'échanges et le solde.

Les flux de produits manufacturés devraient reculer au premier semestre, en moyenne semestrielle, tant en volume qu'en valeur. En revanche, le solde CAF-FAB en valeur, malgré des dépréciations monétaires chez certains de nos partenaires, ne se dégraderait que très légèrement. L'évolution du solde agro-alimentaire, en ce début d'année, devrait être moins favorable qu'en 1992 ; l'excédent du solde des produits des industries agro-alimentaires croîtrait à un rythme ralenti. La conjuguaison du repli de la consommation dans l'industrie et la stabilisation à un bas niveau

des prix, en l'absence de tension, permettraient d'alléger la facture énergétique au premier semestre.

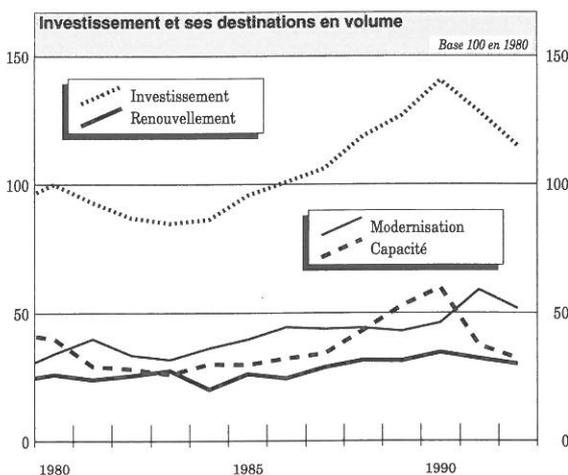
Les importations de produits manufacturés, suivent en cela la demande intérieure, restent orientées à la baisse...

Compte tenu de la stagnation de la consommation et de la poursuite de la baisse de l'investissement, la demande intérieure en produits manufacturés continuerait à décroître au premier semestre à un rythme comparable à celui enregistré au second semestre de 1992. D'autre part, alors que les prix de production sont stables depuis le premier semestre de 1992, les prix d'importation s'infléchissent notablement à la baisse à la suite des dépréciations de plusieurs monnaies européennes. Les effets d'une perte de compétitivité-prix se font ainsi sentir depuis le début de l'année, mais ils devraient s'atténuer peu à peu. Le ralentissement des importations serait, donc, de moindre ampleur que ne l'impliquerait le repli de la demande intérieure.

... alors que les exportations pâtissent de l'essoufflement de la demande mondiale adressée à la France

Dans le contexte actuel les exportations françaises souffrent de leurs spécialisations tant sectorielles que géographiques. L'Europe, hors Royaume-Uni, qui représente plus de la moitié de nos débouchés à l'exportation en valeur,

Depuis 1991, les entreprises compriment leurs dépenses d'investissement en privilégiant la modernisation.



est entrée en récession au quatrième trimestre de 1992, sans perspective de reprise à court terme. Ainsi, malgré la reprise dans les pays anglo-saxons, la demande mondiale adressée à la France ne progresserait que faiblement au premier semestre. De plus, les pertes de compétitivité-prix liées aux dévaluations chez nos partenaires, bien qu'atténuées par des comportements de marges - compression chez les producteurs français, accroissement chez nos concurrents -, ont été assez fortes au second semestre (1,7 % en glissement). Début 1993, elles ont un effet notable en termes de pertes de parts de marché : les dernières enquêtes dans l'industrie indiquent que les carnets étrangers ont atteint un niveau particulièrement bas même s'ils semblent se stabiliser. Les perspectives de demande étrangère sont particulièrement mauvaises dans l'automobile alors qu'elles semblent s'améliorer dans les biens intermédiaires.

La récession se poursuit en Allemagne

L'Allemagne occidentale est entrée en récession au deuxième trimestre de 1992 et cette situation devrait se prolonger début 1993. L'investissement continue à diminuer. Parallèlement, des suppressions d'effectifs, sensibles depuis la fin 1992, devraient entraîner un recul du pouvoir d'achat des ménages. La consommation privée diminuerait donc, d'autant que des achats anticipés avaient été effectués au quatrième trimestre avant la hausse prévue du taux de TVA au 1er janvier 1993 et que les ménages deviennent plus prudents face à l'accroissement du chômage. Enfin la détérioration de la compétitivité de

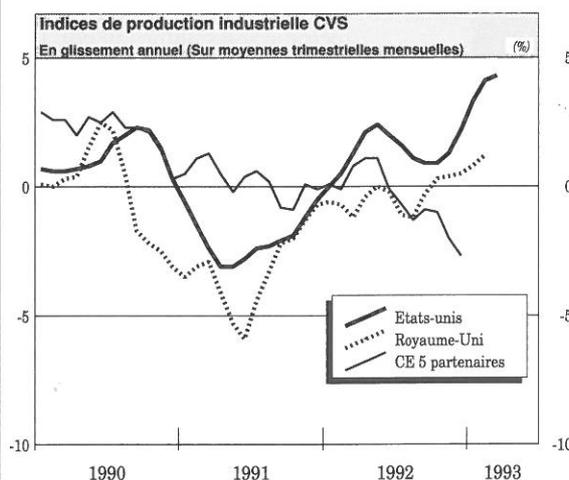
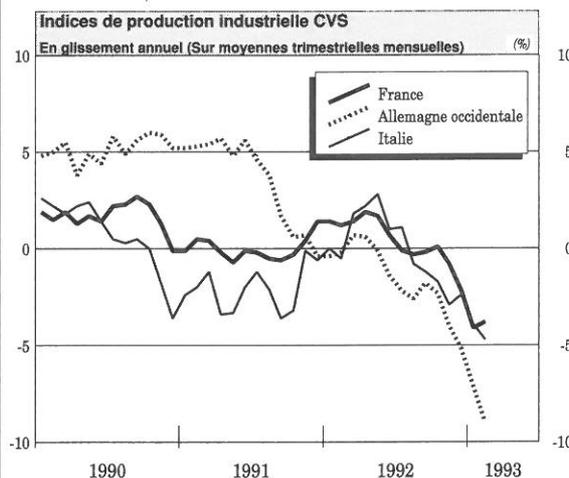
l'industrie se traduit par des pertes de parts de marché.

La baisse des taux courts est plus lente que lors des récessions précédentes, la Bundesbank étant particulièrement attentive à la parité du deutschemark vis-à-vis du dollar et à des tensions inflationnistes assez fortes pour une économie en récession ; l'écart d'inflation en faveur de la France serait de l'ordre de 1,6 point avec la partie occidentale de l'Allemagne fin juin 1993.

A l'exception du Royaume-Uni, les pays européens voient leur situation économique se détériorer

Les pays européens subissent actuellement le contrecoup de la récession allemande et de sa politique monétaire toujours restrictive. Ils sont de plus affectés par l'adoption de programmes d'ajustement budgétaire destinés à casser la dynamique de l'endettement public (Italie, Belgique, Pays-Bas). En Italie et en Belgique, la baisse du taux d'épargne des ménages limiterait toutefois l'impact récessif de ces politiques. L'Italie et l'Espagne verraient en outre leur croissance tirée par l'extérieur grâce à la dépréciation de leur monnaie.

Seul en Europe, le Royaume-Uni est engagé dans une phase de reprise. Les entreprises ont assaini leur situation financière et la croissance des exportations devrait les conduire à reprendre leurs investissements. Cette reprise entraîne toutefois un creusement du déficit du commerce extérieur.



L'économie japonaise étant toujours en ralentissement, les Etats-Unis seraient le principal soutien de l'activité mondiale en 1993

Au Japon, les déterminants de la demande n'évoluent pas de façon très favorable. Les enquêtes suggèrent une poursuite du recul de l'investissement. La consommation privée souffre du ralentissement des salaires, de la baisse des primes et des suppressions d'emploi. Il semble toutefois que l'activité ait atteint un creux en fin d'année dernière, au regard de certains indicateurs tels que le glissement annuel de la production et

Depuis la fin de 1992, le déphasage de cycle est net entre les pays anglo-saxons et ceux d'Europe

celui de la masse monétaire, qui progressent depuis lors. Il est à noter qu'un nouveau plan de relance qui représente 2,8 % du PIB a été approuvé par le gouvernement japonais le 13 avril. Il vient après celui d'août 1992 (2,3 % du PIB) dont les effets commencent à peine à se faire sentir. L'objectif de ce second plan est d'atteindre une croissance de l'ordre de 3 % pour l'année fiscale 1992-1993.

Les Etats-Unis sont en déphasage sensible de cycle^③ avec l'Europe continentale et le Japon, et la reprise se poursuit, même si son rythme ralentit. Les comptes des entreprises ont été assainis et le système financier est en voie de rétablissement après les bénéfiques records de 1992. Les gains de productivité sont bien supérieurs à leur tendance de long terme. Les taux d'intérêt réels de long terme (à 30 ans) ont baissé jusqu'à 3,9 %, niveau proche du minimum historique, ce qui devrait favoriser la poursuite de la reprise de l'investissement. L'essoufflement de la croissance observé au premier trimestre et qui se poursuivrait au deuxième, résulte du manque de vigueur de la consommation des ménages. Les exportations vers les zones dynamiques progressent de façon assez vive. Les nouveaux pays industrialisés d'Asie du Sud-Est, la Chine et l'Amérique Latine devraient, eux aussi, sou-

tenir l'économie mondiale en 1993.

Les tensions au sein du système monétaire européen se sont apaisées et le franc se raffermi...

Le raffermissement du dollar **L**vis-à-vis du deutschemark de la mi-octobre 1992 à la mi-mars 1993 a contribué à apaiser les tensions au sein du mécanisme de change du SME. Depuis, la devise américaine a connu un affaiblissement relatif imputable à un report dans le temps des anticipations d'une diminution significative des écarts de taux entre les Etats-Unis et l'Allemagne. En dépit du repli du dollar, le SME est parvenu à retrouver un équilibre, certes encore fragile : si depuis mars des attaques spéculatives se sont portées ponctuellement contre les devises du Sud de l'Europe, elles ont épargné, dans l'ensemble, celles du "noyau dur" du SME où le franc français se montre particulièrement ferme. La levée d'incertitudes, dans l'esprit des opérateurs, relatives à la continuité des orientations de la politique monétaire française a favorisé ce raffermissement.

... ce qui autorise un assouplissement de la politique monétaire

Le redressement du franc **L**français s'est accompagné d'une nette réduction des écarts de taux d'intérêt à court terme avec l'Allemagne : supérieure à trois points depuis le début de 1993, la prime de risque à trois mois avec l'Allemagne n'est plus significative.

Prenant acte de la normalisation de la situation du franc et du

repli des taux inter-bancaires, la Banque de France a d'abord ramené, le 13 avril, le taux des prises en pension de 5 à 10 jours de 12 % à son niveau antérieur de 10 %.

Depuis, utilisant la marge de manoeuvre qui lui était offerte par les diminutions successives des taux directeurs de la Bundesbank, la Banque de France a pu réduire ses taux officiels ^④ : le taux des appels d'offres, voie habituelle d'alimentation du marché en monnaie de banque centrale, s'établit désormais à 8,0 % (contre 9,10 % depuis novembre 1992) et le taux des prises en pension de 5 à 10 jours à 9,0 %. Les taux directeurs retrouvent ainsi leurs niveaux du début de 1989.

La détente des taux d'intérêt à court et long terme n'a pas encore d'effet significatif sur l'activité économique

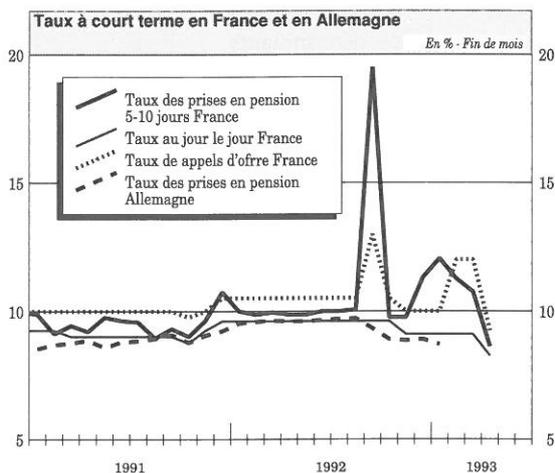
Les taux courts allemands **L**evraient continuer à baisser au cours des prochains mois et l'octroi d'un statut d'indépendance à la Banque de France devrait renforcer la crédibilité de la politique monétaire. Dans ces conditions les taux courts français poursuivraient leur détente.

L'effet de la baisse des taux sur le comportement des agents ne sera toutefois que progressif.

D'une part les banques ne repercutent traditionnellement qu'avec retard les baisses des taux. Ainsi, si les taux inter-bancaires à court terme ont baissé de deux points depuis la fin du mois de mars, le taux de base bancaire (TBB) n'a diminué que de trois-quart de point pour s'établir à 9,25 %.

D'autre part, on a vu que le niveau des taux d'utilisation des

④ Avec la baisse des taux allemands et le raffermissement du franc, les taux directeurs ont pu être sensiblement réduits en avril.



équipements et les perspectives de demande constituent pour l'instant les contraintes majeures, loin devant les taux d'intérêt, à une reprise de l'investissement pour beaucoup d'entreprises, même si l'allègement des charges peut être beaucoup plus sensible pour des PME. A ce sujet, on doit noter que la réduction du décalage de la TVA et la modification apportée à la perception de la TVA sur les importations - ces deux mesures étant intervenues au 1er janvier - représentent un gain net d'environ 18 Mds de F pour l'ensemble des SQS-EL.

Par contre, l'effet d'une baisse des taux courts pourrait avoir un impact plus rapide et non négligeable sur les comptes des sociétés et quasi-sociétés : selon une étude de la Banque de France, le gain net en intérêts serait de l'ordre d'une quinzaine de milliards pour une baisse d'un point des taux monétaires.

La France est en récession

Avec la disparition des divers soutiens de la demande, le produit intérieur brut aussi bien total que marchand reculerait sur l'ensemble du premier semestre de 1993. La France est ainsi en récession : elle enregistrerait une baisse de l'activité marchande d'environ trois-quart de point en glissement semestriel. L'acquis de croissance pourrait être fin juin autour de - 1 %.

Cette baisse de l'activité est générale

Dans l'industrie manufacturière, l'activité au premier semestre de 1993 continuerait à se dégrader mais de manière moins rapide qu'au second se-

mestre de 1992 (- 1,6 % après - 3,2 % en glissement semestriel). Selon les dernières enquêtes de conjoncture, le solde des opinions des chefs d'entreprise sur leurs perspectives personnelles ne se dégrade plus, même s'il reste à des niveaux très bas.

Cette évolution générale se retrouve dans l'ensemble des secteurs manufacturiers à l'exception de la branche automobile dont les perspectives s'améliorent en fin de semestre après un très mauvais premier trimestre. A l'inverse, les autres branches devraient connaître une situation moins favorable sur l'ensemble du premier semestre.

Le recul dans le bâtiment-travaux publics se poursuivrait

Globalement, la production du BTP diminuerait moins en 1993 qu'en 1992. La mise en place de plans de soutien pourrait conforter cette situation mais leur impact serait toutefois limité sur le premier semestre.

Dans le bâtiment, la détérioration de l'activité devrait se poursuivre en 1993 à un rythme proche de celui de 1992. La moindre détérioration dans le secteur du logement compenserait la plus forte dégradation dans le secteur non résidentiel tandis que l'activité dans le secteur de l'entretien se stabiliserait. Dans le secteur du logement, du fait de la forte contribution du secteur aidé, les mises en chantiers devraient se stabiliser ; mais, compte tenu des délais de construction, la production de logements neufs poursuivra sa chute sur le premier semestre de 1993. Dans le bâtiment non résidentiel neuf, l'activité baisserait encore davantage du fait d'un recul

toujours très important de la construction privée et d'une moindre croissance des bâtiments publics.

Dans les travaux publics, l'année 1993 serait moins mauvaise que l'année 1992. Les marchés passés en ce début d'année semblent, en effet, amorcer une légère reprise. Ils n'auront toutefois pas d'effet sensible sur l'activité au cours du premier semestre de 1993, alors que les travaux commencés en 1992 arrivent à leur terme.

Les transports et les services suivent le mouvement général

La baisse de la production manufacturière et celle du bâtiment-travaux publics dans son ensemble induiraient un recul du trafic de marchandises au premier semestre de 1993, tant dans le trafic routier que dans le trafic ferroviaire. Ce recul serait plus accentué dans le transport international. Le transport de voyageurs connaîtrait, quant à lui, une quasi-stagnation avec un léger mieux pour le transport intérieur.

Selon les chefs d'entreprises, l'activité des services marchands baisserait au premier trimestre de 1993. Le recul serait plus prononcé pour les services aux entreprises et les hôtels-café-restaurants. Ces derniers ont subi en ce début d'année une moindre demande touristique, due en particulier aux dépréciations monétaires qui ont touché le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne. Au deuxième trimestre de 1993, le chiffre d'affaires prévu par les chefs d'entreprise se stabiliserait pour l'ensemble des hôtels-café-restaurants et dans les services aux ménages alors qu'il continuerait de se détériorer dans les services aux entreprises.

Le commerce subit, lui aussi, la faiblesse de la demande

En ce début d'année, la chute des achats d'automobiles affecte l'activité des concessionnaires. En revanche, les ventes dans le commerce de détail ont progressé, principalement en raison du phénomène des soldes qui a dynamisé la consommation des ménages. Les intentions de commande des détaillants se redressent donc légèrement mais restent toujours à un bas niveau. A l'inverse, le commerce de gros dans son ensemble enregistre une baisse des ventes en janvier-février, suivant en cela le faible niveau de l'investissement et du commerce extérieur. Les grossistes semblent pessimistes pour les mois à venir, selon l'enquête de conjoncture de mars.

Le taux de chômage s'établirait fin juin à 11,2 %

Face à la dégradation générale de l'activité, les entreprises devraient poursuivre en 1993 une politique active de maîtrise des coûts salariaux. Ceci se traduira par des réductions d'effectifs et par une limitation des augmentations salariales.

L'emploi dans les secteurs marchands non agricoles a reculé de près de 1 point en 1992 (environ 140 000 personnes), avec une nette dégradation au

quatrième trimestre. Ce mouvement devrait se poursuivre au premier semestre de 1993 avec une perte d'effectifs de l'ordre de 95 000 à la fin juin. Cette baisse s'accompagnerait d'un retour à des gains de productivité faiblement positifs sur le premier semestre de 1993.

Dans l'industrie manufacturière, les pertes d'emploi se poursuivraient à un rythme un peu supérieur à celui de 1992 : 66 000 au premier semestre après 115 000 au cours de l'année précédente. Ces réductions d'effectifs s'accroîtraient dans la branche des biens intermédiaires tandis qu'elles ralentiraient légèrement dans les biens d'équipement professionnels.

Dans le bâtiment-génie civil, les effectifs devraient diminuer à un rythme élevé, proche de 25 000 au premier semestre de 1993, en raison de médiocres perspectives d'activité. Dans ces conditions, les gains de productivité seraient rétablis à un haut niveau à la mi-1993, contrairement à la situation qui prévaut dans les autres secteurs.

Les industries agro-alimentaires ont eu recours plus fortement au chômage partiel,

au courant de l'année 1992. Elles devraient en 1993 ajuster plus nettement leurs effectifs à la baisse. Enfin, les effectifs du tertiaire marchand, en faible croissance au second semestre de 1992 (+ 12 000) devraient se stabiliser en ce début d'année, tandis que les secteurs tertiaires en restructuration continueraient à perdre des emplois.

Le nombre de bénéficiaires de contrat-emploi solidarité devrait diminuer. En effet, les recrutements ont été nombreux à l'automne dernier (90 000 en octobre, 66 000 en novembre). Les sorties correspondantes du dispositif devraient intervenir avant la fin de ce semestre. Sous l'hypothèse d'un flux d'entrées constant sur l'ensemble du semestre, le nombre total de bénéficiaires de CES diminuerait d'environ 34 000.

L'emploi total diminuerait d'environ 160 000 personnes au premier semestre de 1993 après avoir diminué d'environ 100 000 personnes sur l'année 1992. La baisse serait plus accentuée au premier trimestre. Au premier semestre, le taux de chômage augmenterait de 0,7 point pour s'établir à 11,2 % fin juin.

Rédacteurs en chef :
François Coûté,
Gilles Laguerre

Secrétaires de publication :
Liliane Delanne, Nelly Cousté
Isabelle Lorel

Mise en page :
Jean Paul Mer
Philippe Mission